Consortium canadien sur l'économie du cerveau

Libérer le potentiel du capital cérébral du Canada

Pour l'épanouissement personnel, la prospérité économique et la résilience nationale

Novembre 2026

Propulsé par le Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances et l'Institut ontarien du cerveau

Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances

ONTARIO BRAIN INSTITUTE INSTITUT ONTARIEN DU CERVEAU

Consortium canadien sur l'économie du cerveau

Synthèse générale

Le Canada se trouve à un moment charnière. La possibilité pour les Canadiens de profiter véritablement des investissements ambitieux dans la sécurité et la prospérité économiques repose sur leur capacité à apprendre, à nouer des liens, à résoudre des problèmes et à s'adapter au changement – autrement dit, sur leur **capital cérébral**.

Le Canada a donné naissance à ce concept lorsque l'honorable Michael Wilson, ancien ministre fédéral des Finances et ambassadeur du Canada aux États-Unis, et Bill Wilkerson, un dirigeant d'entreprise canadien et défenseur de la santé mentale, ont inventé l'expression « capital cérébral » pour décrire la valeur associée à la santé du cerveau et aux capacités cérébrales. Autrement dit, quand nous sommes en santé et que nous avons les habiletés nécessaires pour faire face aux complexités de la vie, nous pouvons nous adapter, nous épanouir et prospérer. L'**économie du cerveau** reconnaît le caractère essentiel des systèmes, des investissements, des politiques et des institutions qui contribuent au développement, à l'évaluation et à la croissance du capital cérébral.

Aujourd'hui, le capital cérébral du Canada se trouve sous pression. L'évolution du marché du travail, les changements technologiques, le coût de la vie et les tensions sur les services publics créent un climat d'incertitude et alimentent le stress. Les conditions favorables à la santé du cerveau et aux capacités cérébrales tout au long de la vie évoluent. Par conséquent, bien des Canadiens peinent à s'épanouir. Plusieurs tendances reflètent les freins qui se posent au capital cérébral du Canada :

- Bien que les Canadiens vivent plus longtemps, le nombre d'années en bonne santé a diminué dans les 20 dernières années.
- Au cours des 15 dernières années, le bonheur au Canada a connu une baisse presque inégalée à l'échelle mondiale.
- Les résultats des jeunes Canadiens aux évaluations éducationnelles internationales ont diminué dans le temps.

Les défis liés à la santé du cerveau et aux capacités cérébrales ont des conséquences humaines considérables. Ils touchent également les collectivités et les milieux de travail, et entraînent des coûts économiques importants.

Toutefois, le Canada est bien placé pour agir et montrer la voie. Nous ne partons pas de zéro.

Le capital cérébral s'inscrit dans les valeurs canadiennes ancrées dans une prospérité commune et des collectivités solidaires. Il repose sur les forces du Canada, notamment le niveau de scolarité élevé de sa population, la solidité de ses instituts de recherche et de ses systèmes publics de santé et d'éducation, la diversité de ses collectivités et la fiabilité

de ses institutions. Les cadres décisionnels et stratégiques du Canada témoignent d'une tradition de résolution collaborative des problèmes complexes par la mobilisation de l'ensemble de la société. Nous bâtissons déjà le capital cérébral à travers nos politiques, nos pratiques commerciales, nos stratégies d'investissement et nos initiatives communautaires. L'heure est maintenant venue de miser sur nos points forts, d'explorer les possibilités qui s'offrent à nous et d'aborder avec ambition le potentiel transformateur de l'économie du cerveau. Les investissements effectués dès le plus jeune âge, dans les collectivités et dans les milieux de travail montrent comment les retombées peuvent profiter aux personnes, aux collectivités et à l'économie, et s'accumuler tout au long de la vie.

> Lorsque les gens s'épanouissent, les organisations et les communautés prospèrent. Lorsque les organisations et les communautés prospèrent, le Canada se développe. Et lorsque le Canada se développe, plus de gens peuvent s'épanouir.

Aujourd'hui, le travail demeure fragmenté – processus redondants, interventions cloisonnées et responsabilités dispersées entre les organisations et les secteurs –, ce qui freine les progrès et entraîne des disparités entre les personnes. Mais il est possible de changer la donne. Une approche proprement canadienne au développement et à la mobilisation du capital cérébral permettra d'unir les forces du Canada autour d'objectifs communs et d'en accroître les retombées collectives.

Le Consortium canadien sur l'économie du cerveau a été créé pour rassembler des personnes, des lieux, des secteurs et des idées de divers horizons autour d'objectifs communs. Cette collaboration aidera le Canada à faire de sa diversité un atout national déterminant et à mettre le capital cérébral au cœur du bien-être individuel, de la prospérité économique et de la résilience nationale.

Les partenaires du Consortium pourront unir leurs efforts pour orienter les politiques, déceler les obstacles au progrès et s'appuyer sur les données probantes, le savoir et l'expérience de divers secteurs afin de révéler de nouvelles perspectives et possibilités d'action. Le Consortium servira de pont entre secteurs et régions, entre politiques et pratiques, et entre investissements et possibilités d'action. Il permettra aussi le développement d'un langage commun et d'une compréhension partagée entre les systèmes, les secteurs et les différentes sphères de la société, en soutien aux actions, à l'évaluation, aux investissements et aux efforts pour déployer à plus grande échelle les approches qui fonctionnent. Tout ce travail contribuera à traduire les connaissances, l'innovation et les initiatives prometteuses en résultats mesurables et en retombées supérieures.

En bout de ligne, la vision du Consortium vise l'atteinte de trois résultats interreliés qui se renforcement mutuellement, à savoir l'**épanouissement personnel,** la **prospérité économique** et la **résilience nationale.**

Nous vous invitons à vous joindre à nous : chacun a son rôle à jouer.

Allons-y!

I. Capital cérébral : un concept canadien, une avenue nationale

Le Canada ne manque pas d'ambition.

Nous investissons des milliards dans les infrastructures qui nous aideront à bâtir un avenir plus productif, plus sûr et plus prospère, que ce soit en logement, en transport, en énergie, en technologie ou en intelligence artificielle (IA). Mais un autre type d'infrastructure conditionnera la capacité des Canadiens à profiter pleinement de ces investissements : la santé du cerveau et les capacités cérébrales qui permettent aux gens d'apprendre, de s'adapter, de réfléchir, de nouer des liens et de contribuer.

C'est le capital cérébral.

Le Canada a contribué à mettre au monde ce concept. En 2011, l'honorable Michael Wilson, ancien ministre fédéral des Finances et ambassadeur du Canada aux États-Unis, et Bill Wilkerson, un dirigeant d'entreprise canadien et défenseur de la santé mentale, ont inventé l'expression « capital cérébral » pour désigner la valeur associée à la santé et aux capacités du cerveau (Wilson et Wilkerson, 2011). Au cours des 15 dernières années, ce concept a fait sa place à l'international. Voici la question qui s'impose pour le Canada : resterons-nous à l'avant-garde du mouvement que nous avons propulsé, ou nous contenterons-nous d'assister à son essor ailleurs dans le monde?

Capital cérébral

Le capital cérébral combine la santé du cerveau et les capacités cérébrales, tout au long de la vie. La santé du cerveau englobe le bien-être cognitif, émotionnel, social et neurologique. C'est notre point d'ancrage tout au long de la vie, de la période prénatale jusqu'au vieillissement sain. Les capacités cérébrales regroupent le savoir, la créativité, le leadership et l'adaptabilité. Ensemble, la santé du cerveau et les capacités cérébrales représentent l'un de nos plus grands atouts. Elles nous permettent d'apprendre, d'innover, de diriger, de nouer des liens, de résoudre des problèmes et de créer.

Économie du cerveau

L'économie du cerveau réunit les systèmes, les investissements, les politiques et les institutions qui contribuent au développement, à l'évaluation et à la croissance du capital cérébral. Elle ne se limite pas aux soins de santé et à l'éducation, mais englobe les milieux de travail, les communautés et d'autres sphères de la société.

Le Canada est une nation de bâtisseurs, non seulement d'infrastructures, d'industries et de ressources naturelles, mais aussi d'institutions, de capacités et de potentiel humain propres à favoriser l'épanouissement des personnes et des collectivités. Nos traditions démocratiques, notre respect pour l'état de droit et notre engagement envers le bien commun nous ont permis de relever des défis complexes.

Dans un pays aussi vaste et diversifié que le Canada, nos infrastructures naturelles, humaines et bâties comptent parmi nos plus grandes forces. La diversité du Canada ne se limite pas à sa population et à ses collectivités; elle réside aussi dans sa géographie, sa gouvernance, son économie, ses institutions, ses systèmes de connaissances et ses approches en innovation. Cette diversité, si elle représente un atout majeur, pose également un danger important : la fragmentation. Les disparités dans les résultats individuels, les processus redondants, les interventions cloisonnées et les responsabilités dispersées entre les organisations et les secteurs sont autant d'obstacles qui ont freiné nos progrès. Mais nous pouvons changer cela. En rassemblant les personnes, les lieux, les secteurs et les idées autour d'objectifs communs, nous pouvons tirer parti de la diversité du Canada pour créer des conditions favorables à la santé et aux capacités du cerveau et ainsi renforcer le capital cérébral.

Le capital cérébral crée de la valeur à tous les niveaux.

La santé du cerveau et les capacités cérébrales d'une personne, ainsi que l'environnement dans lequel elle vit et travaille, influent sur sa capacité à apprendre, à travailler, à gagner sa vie, à s'adapter et à contribuer tout au long de sa vie. La neuroplasticité, soit la capacité du cerveau à se transformer, fait porter à nos expériences et environnements une influence positive ou négative sur la santé de notre cerveau et nos capacités cérébrales. À leur tour, la santé du cerveau et les capacités cérébrales ont une incidence sur la qualité de vie, la cohésion sociale et la résilience. Ces effets dépassent le cadre individuel; ils en viennent à toucher les collectivités et l'ensemble du pays, s'influençant et se renforçant mutuellement à chacun de ces niveaux.

> Lorsque les gens s'épanouissent, les organisations et les communautés prospèrent. Lorsque les organisations et les communautés prospèrent, le Canada se développe. Et lorsque le Canada se développe, plus de gens peuvent s'épanouir.

Les fondements du capital cérébral au Canada

Le Canada ne part pas de zéro.

Le capital cérébral s'inscrit naturellement dans les valeurs canadiennes. Depuis longtemps, le Canada souscrit à l'idée que la prospérité est à son plus fort quand les gens peuvent apprendre, participer et contribuer. Quand ils se sentent en sécurité et peuvent obtenir un soutien fiable en cas de besoin. Quand les communautés s'entraident. Quand les institutions publiques et la société civile font équipe pour résoudre des problèmes complexes. Le Canada a su résoudre de grandes problématiques en créant des institutions qui élargissent les possibilités, renforcent les collectivités et investissent dans le potentiel humain. Notre système de santé universel, c'est notre conviction que l'accès aux soins doit dépendre du besoin plutôt que de la capacité à payer. Notre système public d'éducation, ce sont les chemins que des générations de Canadiens empruntent pour apprendre, contribuer et prospérer.

LES BASES SOLIDES DU CANADA	
Recherche	Des chercheurs et des établissements de renommée mondiale en neuroscience, en IA et en neurotechnologie.
Innovation	Des mécanismes d'investissement qui permettent de transformer les découvertes en retombées concrètes.
Infrastructures publiques	Des systèmes de santé, d'éducation, de données et de recherche.
Capacité communautaire	Des organismes qui traduisent les données probantes en mesures concrètes.
Moyens d'action	Le Cadre de qualité de vie et les stratégies pancanadiennes en matière de démence, d'usage de substances, d'IA et d'énergie.
Valeurs canadiennes	Inclusion, possibilités, collaboration et bien-être.
Investissements	Un écosystème financier bien établi, une grande capacité d'investissement institutionnelle et une expérience en investissement responsable axé sur les retombées.

Le Canada repose sur des bases solides. Nous avons une population hautement scolarisée, des instituts de recherche solides, des systèmes de santé et d'éducation publics, des collectivités diversifiées, des institutions de confiance et une approche

collaborative à la résolution de problèmes complexes. Le Canada a maintenant l'occasion de réunir ces atouts et de les mobiliser plus intentionnellement. La santé du cerveau et les capacités cérébrales importent pour plusieurs de ses priorités actuelles, que l'on parle de développement et d'apprentissage sain, de productivité de la main-d'œuvre, d'innovation, de cohésion sociale ou de résilience. Or, les mesures et modèles économiques axés principalement sur le PIB et la productivité ne tiennent pas suffisamment compte du capital cérébral et du bien-être. Il en résulte une vision incomplète du progrès sociétal et des bases d'une prospérité durable. C'est une lacune que l'on reconnaît de plus en plus.

Le Canada dispose également de bases solides en matière d'investissement : il jouit d'un secteur financier sophistiqué, d'une grande capacité d'investissement institutionnelle et d'un écosystème novateur en expansion dans le domaine de la finance sociale et durable. L'expérience de notre pays dans l'intégration des considérations liées au genre et à la durabilité aux décisions d'investissement s'avère utile lorsqu'il faut inclure les grandes retombées sociales et économiques dans l'équation.

Voilà des capacités sur lesquelles asseoir de nouvelles approches, telles que l'investissement axé sur le capital intellectuel (Brain Capital Alliance, 2025). Élaborée sous le leadership du Canada, cette approche vise à intégrer les considérations liées au capital cérébral dans les décisions d'investissement. Toutefois, ces approches sont beaucoup trop peu utilisées, et les investissements dans le capital cérébral sont encore trop modestes. En faisant fond sur les forces du Canada, nous pourrons orienter les capitaux vers des initiatives qui favorisent la santé du cerveau, développent le potentiel humain, accélèrent l'innovation et créent une valeur économique et sociale pérenne.

En matière d'innovation en santé, des organismes tels que la Fondation Brain Canada, le Centre d'innovation sur la santé du cerveau et le vieillissement, le Réseau pour la santé du cerveau des enfants et l'Institut ontarien du cerveau contribuent à bâtir une infrastructure qui favorisera les investissements dans le capital cérébral. Ces organismes mettent le financement gouvernemental, la philanthropie et l'investissement à effet au service de la santé du cerveau et des capacités cérébrales de la population canadienne.

En outre, les cadres d'action canadiens viennent renforcer ces bases. Le rapport 2025 de l'administratrice en chef de la santé publique (Tam, 2025), le Cadre de qualité de vie de Statistique Canada (Statistique Canada, 2026e) et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 du Canada (Emploi et Développement social Canada, 2026) insistent sur le bien-être, la collaboration et la mobilisation de l'ensemble de la société. Les stratégies fédérales, provinciales et territoriales en matière de démence, d'usage de substances, de logement et d'IA soulignent également la nécessité d'une collaboration entre les divers domaines d'intervention pour résoudre les enjeux complexes.

Sur la scène internationale, des organisations comme la Global Brain Economy Initiative ainsi que des initiatives régionales à Houston, en Ohio et en Californie, convergent de plus en plus vers des idées similaires. Par exemple, le Brain Economy Action Forum (forum

d'action sur l'économie du cerveau) du Forum économique mondial a défini cinq leviers complémentaires : préserver la santé du cerveau, favoriser le développement des capacités cérébrales, étudier le capital cérébral, investir dans le capital cérébral et mettre en place une action concertée. Ensemble, ces leviers formeront les piliers d'une approche proprement canadienne.

Le Canada n'a pas besoin d'un modèle étranger. Nous pouvons miser sur nos forces et les mobiliser de manière plus intentionnelle.

Le Canada est sous pression, et la population en ressent les effets

Le capital cérébral du Canada est mis à rude épreuve. Nous le constatons dans nos vies personnelles, dans nos collectivités et dans les témoignages provenant de partout au pays. Beaucoup ont vu ces pressions peser sur des proches, des amis ou des voisins.

Par exemple, à Yellowknife, une femme ayant perdu confiance dans le système médical des Territoires du Nord-Ouest a décidé de dépenser des milliers de dollars pour aller chercher ailleurs un diagnostic de sclérose latérale amyotrophique (SLA), une affection qui pourrait l'obliger à déménager pour recevoir les soins dont elle a besoin (Bhugra, 2025). Cette histoire montre comment les obstacles aux soins neurologiques peuvent multiplier les effets de la maladie, compromettant la santé et l'autonomie de la personne et sa capacité à participer à la vie de sa collectivité.

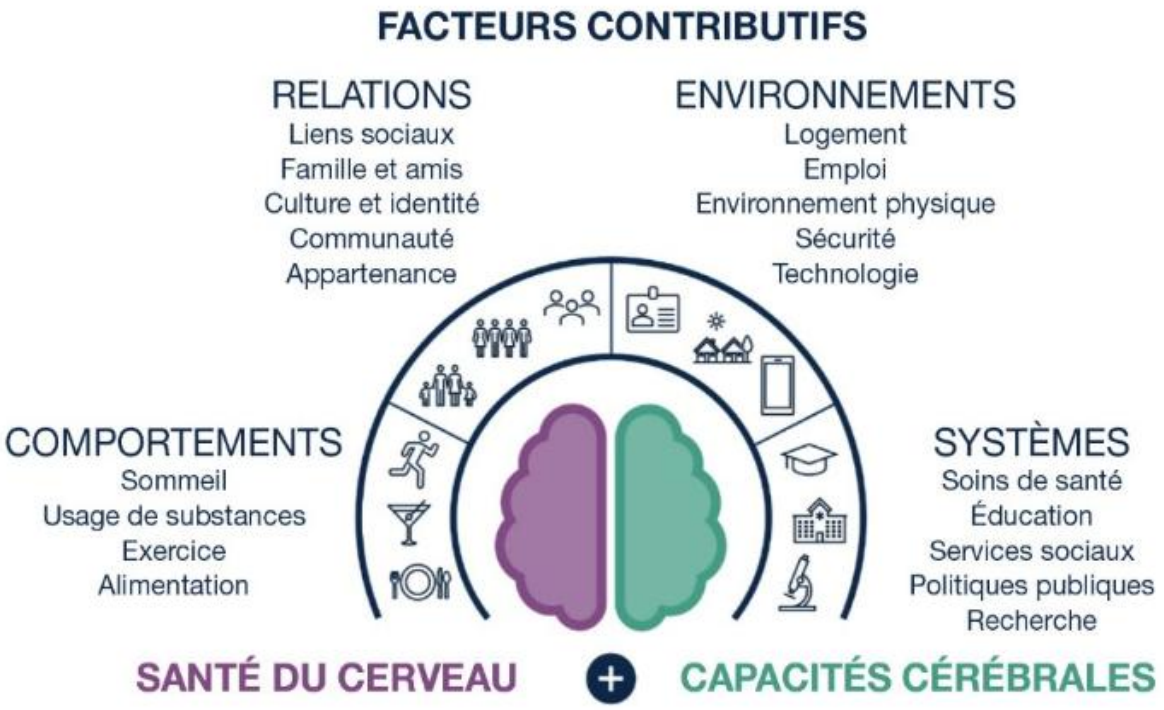
Autre exemple, à Brampton, un ouvrier de longue date dans une usine d'assemblage automobile s'est fait mettre à pied et suit maintenant des cours dans l'espoir de trouver un emploi dans un autre domaine moins bien rémunéré (Subramaniam, 2025). Ce cas illustre une autre menace pour le capital cérébral du Canada, celle de la sous-utilisation des connaissances et de l'expérience en période de transition économique.

Ce ne sont là que deux exemples publiquement rapportés des difficultés éprouvées par les Canadiens. Les expériences varient à travers le pays, au gré des différentes circonstances, pressions et répercussions. Ces témoignages montrent comment des difficultés liées à la santé ou à l'emploi, ou le manque de débouchés peuvent limiter les Canadiens dans leur participation à la société et dans leur épanouissement.

L'incertitude croissante au Canada : sécurité, stabilité et stress

Le Canada connaît une période d'incertitude. Les tensions géopolitiques, les changements technologiques, les restructurations économiques, le coût de la vie et les tensions sur les systèmes publics créent de nouvelles problématiques partout au pays. Pour bien des Canadiens, la situation s'apparente moins à une série de perturbations isolées qu'à une permacrise : un état d'instabilité prolongé où les écueils se superposent, laissant peu de temps pour se rétablir ou s'adapter. La stabilité et la prévisibilité que l'on a parfois tenues

pour acquises au Canada ne sont plus garanties. Ces pressions cumulatives peuvent compromettre les conditions qui favorisent la santé du cerveau et les capacités cérébrales tout au long de la vie, des conditions qui dépassent largement la santé et l'éducation. Elles peuvent également alourdir notre charge cognitive et donc entraver notre capacité à réfléchir clairement, à traiter l'information et à comprendre les changements rapides qui s'imposent à nous.



Évolution du marché du travail

L'économie canadienne traverse des changements importants et perturbateurs. Le gouvernement fédéral estime que le pays aura besoin de plus de 1,4 million de travailleurs de métiers supplémentaires d'ici 2033 pour construire et faire fonctionner les nouveaux projets d'infrastructure et de logement (ministère des Finances Canada, 2026). Par ailleurs, les réponses données à la nouvelle conjoncture mondiale en matière de commerce et de sécurité exercent une pression sur les secteurs qui misent sur l'exportation, comme l'industrie automobile, et obligent les entreprises et les travailleurs à s'adapter. Selon la Banque du Canada, la réorientation des travailleurs et des capitaux des secteurs touchés par les droits de douane représente un volet important de l'ajustement économique nécessaire, soulignant que les gens pourraient avoir besoin de temps et de nouvelles compétences pour faire la transition (Banque du Canada, 2026).

Le secteur de l'automobile illustre bien la complexité de cette transition. Le gouvernement fédéral a annoncé des mesures de soutien à la main-d'œuvre, dont une aide à la réorientation professionnelle pour 66 000 travailleurs, ainsi que des mesures visant à préserver la production automobile et à attirer de nouveaux investissements (Emploi et Développement social Canada, 18 février 2026).

Les répercussions de ces changements vont bien au-delà des données sur l'emploi. Pour les travailleurs, un marché du travail en mutation peut être source d'incertitude quant à leurs moyens de subsistance, et les obliger à apprendre et à s'adapter. Mais la réorientation professionnelle nécessite plus qu'un accès à la formation. Les gens ont aussi besoin de temps et de soutien pour faire la transition. Ces conditions sont importantes pour la santé du cerveau et les capacités cérébrales. Elles permettent également au Canada de tirer le meilleur parti des changements économiques en aidant les travailleurs à acquérir de nouvelles compétences, à apprendre de nouveaux rôles et à s'adapter à des environnements de travail qui se complexifient.

Changements technologiques

Les progrès rapides de la technologie, et particulièrement de l'IA, sont à la fois prometteurs et source d'incertitude. Au Canada, l'IA est plutôt lente à faire sa place, notamment en raison de la méfiance et du faible niveau de littératie en la matière. Selon un sondage mené par KPMG auprès de 48 000 personnes dans 47 pays, le Canada figure parmi les cinq pays où les niveaux de formation, de littératie et de confiance en l'IA sont les plus faibles. L'étude a également révélé des préoccupations importantes quant aux répercussions de l'IA sur la société et l'emploi (Gillespie et coll., 2025). En effet, 47 % des Canadiens craignent que l'automatisation par l'IA leur fasse perdre leur emploi ou les oblige à se réorienter, les jeunes étant particulièrement préoccupés par ces éventualités (Sheppard et Coletto, 2025).

Parallèlement, de nouvelles données indiquent qu'un recours excessif à l'IA pourrait affaiblir des capacités cérébrales comme la pensée critique, malgré leur importance croissante dans le milieu de travail et dans la société. La moitié des étudiants au Canada disent faire l'expérience d'un délestage cognitif – laisser l'IA accomplir des tâches qu'ils effectueraient autrement eux-mêmes – lorsqu'ils utilisent l'IA (KPMG, 2025). Alors que l'IA transforme notre façon de travailler et d'apprendre, nous devons également nous demander si elle renforce le contact humain ou si elle réduit les occasions d'échanger, de collaborer et de nourrir notre sentiment d'appartenance.

Au surplus, les avantages que pourrait apporter l'IA demeurent incertains. L'IA a le potentiel d'accroître la productivité, de bonifier les capacités humaines et d'accélérer l'innovation, mais nous ne savons pas encore dans quelle mesure ces avantages se concrétiseront, ni quels en seront les coûts.

Coût de la vie en hausse

Le coût de la vie est une autre source d'incertitude et de stress pour les Canadiens. Au Canada, les prix à la consommation ont augmenté d'environ 20 % dans les cinq dernières années, avec une hausse particulièrement marquée à la suite de la pandémie de COVID-19 (Statistique Canada, 2026a). La baisse de l'abordabilité, notamment le coût de l'épicerie et des aliments sains, est désormais une grande source de stress. En fait, 42 % des Canadiens affirment que leurs finances personnelles constituent leur principale source de stress, et la moitié disent que leurs soucis financiers affectent leur sommeil (FP Canada, 2026). Sachant que les pressions financières peuvent réduire l'énergie mentale disponible pour planifier, apprendre et s'adapter, nous pouvons affirmer que l'abordabilité n'est pas seulement un enjeu économique, mais affecte aussi la santé du cerveau.

Pression sur les systèmes publics

À ces sources d'incertitude s'ajoute la pression croissante qui pèse sur les systèmes publics canadiens. La proportion de Canadiens âgés de 65 ans et plus augmente : la population vieillit, et le taux de fécondité reste faible. Cette tendance pose une double difficulté : la demande de services liés à l'âge augmente, tandis que la proportion de personnes en âge de travailler diminue. Ces changements démographiques compliqueront le financement et la dotation en personnel des services publics, tels que les soins de santé et l'éducation, puisque la demande augmentera plus que la population active. Ces changements pourraient également entraîner une hausse des coûts pour les gouvernements et nuire à la qualité et à la rapidité des services.

Par exemple, 10 % des Canadiens déclarent avoir des besoins insatisfaits en matière de soins de santé (Statistique Canada, 2026f), et les personnes présentant des symptômes de démence peuvent attendre de 21 à 28 mois avant d'obtenir un diagnostic officiel (Liu et coll., 2019). Ces pressions ne se font pas ressentir de la même manière à travers le pays. Les collectivités rurales et éloignées ainsi que les groupes en quête d'équité sont confrontés à des obstacles particuliers dans l'accès aux services. La pénurie de main-d'œuvre affecte également la prestation de services essentiels tels que l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (Shariati, 2026), preuve que la situation dépasse le cadre des systèmes de santé.

Les Canadiens ont de la difficulté à s'épanouir

L'incertitude n'est pas uniquement vécue dans les sphères économique, sociale ou politique. Notre cerveau et notre corps en subissent également les effets. Une longue période d'incertitude et de stress augmente la charge cognitive et émotionnelle, contribue à des changements neurobiologiques et peut nuire à des fonctions telles que l'attention, l'apprentissage et la prise de décisions (McEwen, 2017; Kienzler, 2024). Ces effets peuvent s'accumuler dans le temps et se répercuter dans la vie quotidienne, là où nous vivons et travaillons. Alors que les pressions s'intensifient, des Canadiens de tous âges peinent à

s'épanouir. Ces difficultés croissantes se reflètent dans les tendances en matière de santé mentale, de bien-être et de capacités cérébrales.

La santé du cerveau peut être affectée par toutes sortes d'affections, notamment des troubles nerveux, neurodéveloppementaux, de santé mentale et d'usage de substances. Au Canada, environ une personne sur trois présentera un trouble neurologique au cours de sa vie (Lésion Cérébrale Canada, s.d.) et une personne sur cinq éprouve un trouble de santé mentale ou un trouble d'usage de substances (Commission de la santé mentale du Canada, 2013). Bien que certains indicateurs de la santé du cerveau s'améliorent, comme l'incidence de la démence (Agence de la santé publique du Canada, 2025), d'autres s'aggravent. Au Canada, entre 2015 et 2024, la proportion d'adultes atteints d'un trouble de l'humeur est passée de 8,1 % à 13,1 %, tandis que celle des adultes présentant un trouble anxieux a plus que doublé, passant de 7,8 % à 16,1 % (Statistique Canada, 2026c). La situation est particulièrement frappante chez les jeunes. En 2022, 18,4 % des filles et des femmes âgées de 15 à 24 ans remplissaient les critères d'un épisode dépressif majeur, et 11,9 %, ceux d'un trouble d'anxiété généralisée, comparativement à 9 % et 3,8 % respectivement en 2012 (Stephenson, 2023).

En 2026, le Canada affichait le deuxième taux le plus élevé au monde de décès par intoxication aux opioïdes, avec 20 décès par année pour 100 000 personnes, soit le double du taux enregistré en 2016 (Lowe et coll., 2024). Bien que la population canadienne continue de vivre relativement longtemps, l'espérance de vie stagne depuis 2010, à environ 82 ans (Statistique Canada, 2026d). L'espérance de vie ajustée sur la santé, soit le nombre d'années qu'une personne peut s'attendre à vivre en bonne santé, a diminué de presque quatre ans au cours de la même période, pour atteindre seulement 67 ans (Statistique Canada, 2026b).

Bien que la hausse des troubles de santé mentale ne soit pas unique au Canada (la santé mentale des jeunes se détériore dans la plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] depuis plus d'une décennie [Organisation de coopération et de développement économiques, 2026]), le niveau de bien-être au Canada a connu une baisse prononcée. Dans le *Rapport mondial sur le bonheur* 2026 (Helliwell et coll., 2026), le Canada se classe 25e, alors qu'il occupait la 6e place en 2013. Le Canada a également enregistré la neuvième plus forte baisse du niveau de bonheur parmi 136 pays.

Comme nous l'avons mentionné, les Canadiens subissent toute une gamme de facteurs de stress et de perturbations pouvant affecter leur bien-être. La proportion de travailleurs au Canada qui déclarent souffrir d'épuisement professionnel est passée de 35 % en 2023 à 39 % en 2025 (Martin et coll., 2025). Les liens sociaux et le sentiment d'appartenance sont également mis à rude épreuve, puisque seuls 33 % des jeunes disent que leurs relations interpersonnelles sont « toujours bonnes » (Yakhnis, 2024). Dans l'ensemble, 54 % de la population canadienne jugeaient leur santé mentale très bonne ou excellente en 2024, comparativement à 72 % en 2015 (Statistique Canada, 2026c).

Le capital cérébral du Canada est lui aussi sous pression, et les difficultés se présentent à différentes étapes de la vie. Les résultats des élèves aux évaluations internationales en littératie ont diminué : la proportion des élèves ne répondant pas au niveau de compétence de base en lecture a augmenté, passant d'environ 11 % en 2012 à 22 % en 2025 (Elez et coll., 2026). La littératie constitue la base de l'apprentissage dans tous les domaines, contribue au développement de l'esprit critique et est associée à des résultats positifs en matière de santé, de bien-être et de situation économique tout au long de la vie (Kawamura et coll., 2024). Parallèlement, les employeurs indiquent avoir de la difficulté à trouver des personnes qui ont les compétences recherchées (Fissuh et coll., 2022).

L'importance des capacités cérébrales ne se limite toutefois pas à la réussite professionnelle. Ces capacités, en particulier la pensée critique et la prise de décisions, aident aussi la personne à distinguer la mésinformation et la désinformation d'une information fiable et fondée sur des données probantes en ligne. En 2019, plus de la moitié de la population canadienne a déclaré être tombée dans le piège des « fausses nouvelles », un taux légèrement supérieur à la moyenne internationale (Simpson et Wilson-Smith, 2019). Plus récemment, alors que l'utilisation de l'IA va grandissante, 80 % des Canadiens ont déclaré être exposés à de la mésinformation potentielle en ligne au moins une fois par mois, et 47 % ont indiqué qu'il était devenu plus difficile de distinguer les informations vraies des fausses par rapport à il y a trois ans (Foran et Bilodeau, 2026). Sans les compétences et les connaissances nécessaires pour reconnaître les informations trompeuses et la manipulation, les gens sont plus vulnérables aux escroqueries financières et aux recommandations de santé frauduleuses.

Ces lacunes n'affectent pas tout le monde de la même façon. Les Autochtones, les personnes racialisées, les personnes 2SLGBTQI+ (bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers et d'autres orientations sexuelles et identités de genre), les nouveaux arrivants et les femmes vivent des iniquités quant aux conditions favorables à la santé du cerveau et au développement des capacités cérébrales. Les répercussions de la colonisation, du racisme, de la pauvreté, du capacitisme et des obstacles aux services peuvent toucher ces populations de manière disproportionnée.

Femmes	7 % de plus fournissent des soins intensifs non rémunérés	3 % de plus vivent un épuisement professionnel
Personnes 2SLGBTQ+	31 à 55 % subissent de la stigmatisation au quotidien	11 % de plus déclarent un faible sentiment d'appartenance
Nouveaux arrivants	6 % de plus constatent un décalage entre leurs compétences et les exigences de leur poste	8 % de plus sont vulnérables au remplacement de leur emploi par l'IA
Personnes racialisées	5 % de moins ont un prestataire de soins primaires.	2x plus susceptibles de développer une démence
Autochtones	2 à 20 % de plus ont un faible revenu	12 % qualifient leur santé mentale de passable ou mauvaise

Remarques : Les termes « de plus » et « de moins » désignent les écarts en pourcentage entre les personnes qui s'identifient à des groupes en quête d'équité et celles qui ne s'y identifient pas. La fourchette de 31 à 55 % reflète l'incertitude liée à l'échantillon.
La fourchette de 2 à 20 % provient des différences observées entre les populations métisses, inuites et des Premières Nations. Les statistiques sur les personnes racialisées portent spécifiquement sur les Canadiens noirs.

Les statistiques ne disent pas tout : les répercussions touchent aussi les familles, les personnes soignantes, les employeurs et les collectivités. Ces tendances montrent que la santé du cerveau et les capacités cérébrales essentielles à la prospérité et à la résilience du Canada sont mises à rude épreuve. La situation est d'autant plus préoccupante que, dans un contexte d'incertitude croissante, il est plus important que jamais pour le Canada de développer et de préserver son capital cérébral.

Les collectivités ressentent la pression

Partout au pays, les collectivités sont confrontées à des pressions qui se superposent : hausse des coûts du logement et des aliments, répercussions de la crise des opioïdes, perturbations économiques, déclin du bien-être communautaire. Ces enjeux peuvent être particulièrement problématiques hors des grands centres urbains, où l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi et à d'autres formes de soutien peut être limité. Par conséquent, de nombreuses collectivités peinent à offrir un environnement propice à l'épanouissement de leur population.

En outre, ces difficultés peuvent exacerber les pressions qui pèsent sur les collectivités, surtout lorsque la population se sent moins en sécurité (Advanis, 2025). Bien que les problèmes sociaux et économiques n'entraînent pas en soi des comportements criminels, l'insécurité financière, l'instabilité du logement, l'isolement social et le manque de débouchés peuvent rendre les gens – surtout les jeunes – plus vulnérables au recrutement et à l'exploitation criminels (Baird et Connolly, 2023).

Ces activités criminelles ont des conséquences pour les familles et les collectivités, où la peur et la crainte pour la sécurité de chacun s'ajoutent aux pressions subies par la population (Aerts, 2024). Tout cela vient nuire à la santé du cerveau et limiter les possibilités de développer et d'utiliser les capacités cérébrales, ce qui réduit le capital cérébral et la résilience à l'échelle communautaire.

Les répercussions dans nos milieux de travail

Pour les employeurs, ces entraves au capital cérébral ont des répercussions directes sur le bien-être, le rendement et la productivité du personnel. Au Canada, 10 % des personnes en emploi ont déclaré avoir manqué au moins une journée de travail dans la semaine précédente en raison de problèmes de santé mentale, et 64 % d'entre elles ont indiqué s'être absentées plus d'une journée. De plus, 33 % ont signalé une baisse de productivité au travail (Martin et coll., 2025). Parmi les personnes proches aidantes qui occupent un emploi, 36 % ont rapporté des conséquences négatives entourant leur travail, notamment une baisse de productivité, une perte de revenus ou la difficulté à concilier leurs obligations (Klingbaum et coll., 2026).

Cette situation a des implications financières pour les employeurs et pour l'économie dans son ensemble. Sans compter que les conditions de travail peuvent aggraver les problèmes liés à la santé du cerveau : une charge de travail élevée, un emploi précaire, un contrôle limité, un soutien inadéquat et une absence de relations constructives peuvent accentuer le stress et la fatigue cognitive. L'usage de substances, notamment d'alcool, peut également nuire au bien-être et à la productivité du personnel et compromettre la sécurité au travail (McIlwaine et coll., 2025).

En revanche, une bonne organisation du travail, un leadership bienveillant et de la flexibilité pour les personnes proches aidantes offrent des conditions favorables à la santé du cerveau. Les employeurs peuvent évaluer et améliorer les conditions psychosociales, notamment la charge de travail, la clarté des responsabilités, l'autonomie, les relations interpersonnelles et le soutien en période de changement. La prise en charge de ces risques contribuera à préserver la capacité du personnel à réfléchir, à apprendre et à maintenir un bon rendement, et favorisera la santé du cerveau.

II. Bâtir le capital cérébral : une occasion que le Canada ne doit pas manquer

Les troubles de la santé du cerveau et des capacités cérébrales entraînent un coût humain et économique considérable. Aucune mesure ne permet à elle seule de rendre compte du fardeau global que représentent les troubles neurologiques et neurodéveloppementaux, les problèmes de santé mentale et les troubles d'usage de substances. On sait toutefois qu'à elle seule, la démence a coûté plus de 40 milliards de dollars à l'économie canadienne en 2020 (Canadian Centre for Economic Analysis, 2023), et une estimation de 2026 établit à 180 milliards de dollars le fardeau économique des problèmes de santé mentale (Morawczynski et coll., 2026). Ces estimations comprennent les dépenses en santé, les dépenses des ménages, les coûts pour les employeurs et la perte de productivité chez les personnes touchées par ces affections et leurs proches aidants. Les coûts assumés par les employeurs sont particulièrement élevés, représentant la plus grande part des coûts dans les deux estimations. Ils touchent plusieurs secteurs et s'échelonnent à court ou à long terme, nous montrant bien le fardeau économique substantiel des troubles neurologiques.

En investissant dans le capital cérébral, on pourrait aider à jeter les bases de la prospérité économique. Une santé du cerveau et des capacités cérébrales solides apporteront des bienfaits considérables aux personnes, aux collectivités et à l'économie. Par exemple, lorsqu'on favorise le développement sain des enfants, ceux-ci peuvent en profiter toute leur vie, sans compter les avantages plus immédiats pour les familles et l'économie dans son ensemble.

Il est également possible d'investir dans les capacités cérébrales qui seront essentielles à la main-d'œuvre de demain. Alors que l'IA transforme le marché du travail, les employeurs accordent de plus en plus d'importance à la combinaison d'une littératie technologique et de capacités distinctement humaines. Selon le *Future of Jobs Report 2025* (rapport sur l'avenir de l'emploi) du Forum économique mondial, le raisonnement analytique est la première compétence fondamentale recherchée, citée par 69 % des employeurs sondés, suivie de la résilience, de la flexibilité et de l'agilité (67 %), du leadership et de l'influence sociale (61 %), puis de la pensée créatrice (57 %) (Forum économique mondial, 2025). Des études menées auprès d'employeurs canadiens révèlent aussi des lacunes relativement à ces compétences. Parmi les entreprises ayant signalé un manque de compétences au sein

de leur personnel, 46,2 % ont identifié la résolution de problèmes comme compétence à améliorer, 33,4 % ont mentionné la pensée critique, 27,8 %, le travail d'équipe, et 24,2 %, la communication orale et écrite (Fissuh et coll., 2022). Ces résultats soulignent l'importance d'investir dans les capacités cérébrales afin d'aider la population canadienne à s'adapter et à s'épanouir dans un marché du travail en évolution.

Coûts		Avenues	
500 000	Le nombre de personnes qui s'absentent du travail chaque semaine à cause d'une maladie mentale.	**9x**	Le rendement des investissements faits dans les 1000 premiers jours de la vie d'un enfant.
472 M	Le nombre d'heures que les aidants naturels consacrent à des proches vivant avec la démence.	**45 %**	Le risque de démence pouvant être évité ou retardé.
3 M	Le nombre d'années de vie ajustées en fonction de l'incapacité perdues en raison de troubles cérébraux.	**6 sur 10**	Les habiletés recherchées chez les travailleurs de demain qui sont des capacités cérébrales.
Dans tous les cas	Les employeurs assument la plus grande part des coûts économiques.	**10,7 G$**	La portion du fardeau économique associé à la démence qui peut être soustraite si l'apparition de la maladie est retardée d'un an.
28 G$ vs 23 G$	Les dépenses consacrées à la réponse à la maladie mentale vs aux soins de santé mentale.	**10 $**	La somme qui sera épargnée pour chaque 1 $ investi dans les services de santé mentale communautaires destinés aux jeunes.

Remarque : Les réponses à la maladie mentale renvoient aux services fournis aux personnes en situation d'itinérance, à l'incarcération et aux interventions ambulancières et policières répétées, par opposition aux frais médicaux directs, tels que les services médicaux, les médicaments et les autres coûts liés au système public.

L'occasion à saisir consiste à réduire ces coûts et à générer plus de retombées en agissant intentionnellement pour développer le capital cérébral et ainsi contribuer à trois résultats interdépendants :

Épanouissement personnel : Les gens ont la santé, le bien-être, les liens sociaux, l'autonomie et les capacités nécessaires pour apprendre, s'épanouir et réaliser leur plein potentiel tout au long de la vie.

Prospérité économique : Les organisations et les communautés ont le capital cérébral nécessaire pour être productives, novatrices et compétitives, ce qui élargit les possibilités sociales et économiques des gens et des communautés.

Résilience nationale : Le Canada a les compétences humaines nécessaires pour amortir les chocs, traverser les perturbations, maintenir la cohésion sociale et protéger sa capacité à bâtir lui-même son avenir.

Ces résultats sont interreliés et se renforcent mutuellement. Le capital cérébral est à la fois un facteur de prospérité et le résultat des conditions qui favorisent l'épanouissement des personnes.

Les changements démographiques font croître la nécessité d'investir dans le capital cérébral tout au long de la vie. Le Canada doit établir des bases solides dès l'enfance, favoriser le développement du cerveau à l'adolescence et préserver la santé du cerveau et les capacités cérébrales tout au long de la vie active de l'adulte et jusqu'à un âge avancé. Ces efforts aideront un plus grand nombre de personnes à maintenir leur santé, leur autonomie et leur participation pendant longtemps.

Le capital cérébral, concrètement

Le Canada compte déjà des exemples d'investissements qui renforcent le capital cérébral tout au long de la vie et dont les retombées s'étendent et se multiplient dans la population, les collectivités et l'économie. Bien que non exhaustifs, les exemples ci-dessous illustrent trois champs d'action prometteurs – dès l'enfance, dans les collectivités et au travail –, et montrent comment ces investissements peuvent favoriser l'épanouissement personnel, générer des retombées économiques et renforcer la résilience.

Investir tôt : établir les bases du capital cérébral

Plus de 400 000 enfants canadiens âgés de 4 à 14 ans vivent avec un trouble neurodéveloppemental, certaines estimations allant même jusqu'à 700 000. Le Réseau pour la santé du cerveau des enfants (RSCE) a investi dans des initiatives visant à soutenir les enfants, notamment l'ABC social, un programme mis en place par des chercheures de l'Université de Toronto et de l'Université Dalhousie. Ce programme aide les tout-petits qui présentent des retards en communication sociale à développer leurs capacités communicationnelles et sociales pendant cette période cruciale du développement du

cerveau. Des études ont révélé une amélioration de la communication fonctionnelle et des compétences sociales des enfants participant au programme (Brian et coll., 2022).

Le programme ABC social est désormais offert aux enfants plus âgés et a été déployé en Ontario, en Alberta, en Nouvelle-Écosse et à l'international. Cette expansion devrait permettre d'inclure 130 nouvelles familles. Ce programme montre comment des investissements précoces dans la santé du cerveau peuvent favoriser des progrès développementaux qui jettent les bases de capacités à plus long terme.

Il montre également comment le milieu de la recherche peut identifier les lacunes, mettre au point des interventions prometteuses et collaborer avec des organismes tels que le RSCE afin de les offrir aux familles qui en ont besoin. Enfin, il illustre concrètement comment des investissements publics peuvent attirer d'autres ressources pour renforcer le capital cérébral.

L'établissement de bases solides pour le capital cérébral dès l'enfance est important à l'échelle de la population. Le Club des petits déjeuners (s.d.) a trouvé qu'un enfant sur trois ne déjeunait pas régulièrement, malgré les bienfaits associés à cette habitude pour la santé et l'apprentissage. Pour remédier à cette situation, l'organisme a collaboré avec des partenaires afin de mettre en place et d'étendre des programmes de déjeuner dans les écoles partout au pays, offrant des déjeuners complets, équilibrés et nutritifs aux enfants d'âge scolaire. Ces programmes profitent aujourd'hui à près d'un million d'enfants dans 5 600 écoles. Voilà un investissement qui a contribué à favoriser l'apprentissage, la bonne nutrition et le bien-être général des enfants.

On tirera de cet exemple une leçon plus grande que le programme lui-même : il est essentiel d'investir tôt dans le développement du cerveau de tous les enfants. Un soutien opportun aux enfants, conjugué à des efforts pour renforcer les capacités des personnes qui en prennent soin et pour créer des environnements favorables, peut améliorer la situation des enfants et de leur famille. Pour ce faire, il faut favoriser la santé mentale et le bien-être des enfants, soutenir leur développement social et cognitif, et assurer l'accès à une alimentation nutritive, à des relations bienveillantes et à des services rapides. Bien qu'il soit possible d'intervenir tout au long de la vie, la petite enfance et l'adolescence sont des périodes particulièrement importantes pour acquérir des compétences fondamentales. Ces investissements au service des enfants et des jeunes renforceront la capacité économique du Canada et auront des retombées d'abord pour les familles, puis dans d'autres domaines au fil du temps.

Bâtir des collectivités qui favorisent la santé du cerveau

Le capital cérébral se développe aussi dans les milieux de vie et les espaces de rencontre. L'Initiative des petites villes, menée par le Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS), montre comment les données probantes peuvent orienter des mesures adaptées aux réalités locales. Plus de 30 maires et dirigeants communautaires ont

contribué à l'élaboration du *Recueil de stratégies*, qui propose plus de 50 interventions fondées sur des données probantes que les communautés peuvent déployer pour répondre aux problèmes liés à l'usage de substances. Ces interventions couvrent la prévention, le traitement, la réduction des méfaits, le rétablissement, le soutien communautaire, le logement, l'emploi et la sécurité publique. Cette initiative, qui rallie plusieurs secteurs autour d'une vision intégrée de la santé et du bien-être collectif, a été bien accueillie et a suscité l'intérêt des collectivités partout au Canada.

La collaboration est aussi essentielle à la création de communautés adaptées aux personnes atteintes de démence. Dans ce contexte, une communauté peut être un village, une ville, un organisme, une entreprise ou un groupe. Ces initiatives locales visent à améliorer la compréhension des réalités vécues par les personnes atteintes de démence et à mettre ce savoir à profit pour renforcer le soutien, l'inclusion et l'accessibilité pour ces personnes et leurs proches aidants. Des communautés adaptées aux personnes atteintes de démence ont été créées partout au Canada grâce à des partenariats avec les Sociétés Alzheimer régionales (Société Alzheimer du Canada, s.d.). La recherche indique qu'elles peuvent favoriser les interactions sociales, réduire l'isolement et améliorer la qualité de vie de ces personnes et de leurs proches aidants (Craig et coll., 2024).

Ces exemples illustrent une leçon plus générale : la santé du cerveau ne repose pas uniquement sur les traitements dispensés dans le système de santé. Les collectivités font partie intégrante des structures qui favorisent la santé mentale et le bien-être, renforcent les liens sociaux et créent des conditions favorables à un développement sain. Elles contribuent ainsi au renforcement et à la protection du capital cérébral tout en favorisant l'épanouissement personnel et la résilience nationale.

Renforcer les capacités humaines au travail

Le travail est un autre milieu important où il est possible de protéger et de renforcer le capital cérébral. Des données canadiennes montrent que les investissements des employeurs dans la santé mentale, composante importante du capital cérébral, peuvent produire des retombées mesurables pour les entreprises (Chapman et coll., 2019). Une analyse menée par Deloitte Canada auprès de sept grandes entreprises canadiennes a révélé un rendement annuel médian de 1,62 $ pour chaque dollar investi dans des programmes de santé mentale en milieu de travail. Ce rendement atteignait 2,18 $ pour les programmes en place depuis au moins trois ans. Les investissements dans la santé mentale en milieu de travail peuvent également aider les employeurs à garder leurs effectifs et à attirer des personnes qualifiées.

Le renforcement des capacités cérébrales est également un moyen pour les employeurs d'investir dans leur personnel tout en renforçant le capital cérébral au sein de leurs organisations et de leurs communautés. Le Collège des sciences et des technologies d'Eeyou Istchee, un établissement postsecondaire dans le nord du Québec gouverné par

les Cris et géré par la communauté, dirige un projet qui illustre bien cette approche. Avec le soutien financier du Centre des compétences futures (Asolo, 2026), il s'est associé à des employeurs de la région pour concevoir et offrir un programme de certificat pour adultes axé sur l'acquisition de compétences essentielles en milieu de travail. Les participants ont signalé une amélioration de leurs compétences en milieu de travail, tandis que les employeurs ont observé un meilleur rendement (Centre des compétences futures, 2026).

Ces exemples ont une portée qui dépasse le cadre des programmes de santé mentale et de développement des compétences. Ils montrent l'importance d'investir dans la santé mentale et les compétences du personnel, et d'offrir des conditions de travail propices à la réflexion, à l'adaptation, à la participation et au bon rendement. Ces investissements bénéficient au personnel comme aux entreprises, contribuant ainsi à l'épanouissement personnel et à la prospérité économique.

Les exemples présentés dans ces trois domaines montrent que le Canada ne part pas de zéro dans le développement de son capital cérébral. Les éléments de base sont déjà en place dans la recherche, les communautés et les milieux de travail. Il s'agit maintenant d'apprendre de ce qui fonctionne, de faire le pont entre ces initiatives, de renforcer les données probantes, de mobiliser les bailleurs de fonds, de soutenir l'innovation et d'accroître le rayonnement des approches prometteuses.

Le Canada peut s'appuyer sur ses forces – ses institutions publiques solides, sa recherche de calibre mondial, la diversité de ses collectivités, ses systèmes universels de santé et d'éducation et son expérience de collaboration intergouvernementale – pour élaborer une approche résolument canadienne du développement et de la mobilisation du capital cérébral.

III. Passer du dialogue à l'établissement de priorités communes

Le capital cérébral n'est pas qu'une question de santé. C'est aussi un atout pour l'économie et le marché du travail. D'ailleurs, les échanges entre les différents secteurs font ressortir l'intérêt d'une approche plus intégrée du capital cérébral. Le Sommet du G7 sur l'économie du cerveau au Canada, qui s'est tenu à Calgary dans le cadre de la présidence canadienne du G7 en 2025, a été organisé par un regroupement de grands organismes canadiens œuvrant pour la santé cérébrale, la recherche et l'innovation. Cet événement a réuni plus de 100 hauts responsables du Canada et du monde entier issus des milieux des affaires, du travail, des sciences, de la recherche et de la société civile, ainsi que des personnes ayant un savoir expérientiel passé ou présent des enjeux abordés. Il a donné lieu à des réflexions qui continuent d'alimenter les échanges sur l'économie du cerveau.

Ces discussions ont révélé un large consensus sur l'importance de la santé du cerveau pour la productivité, le maintien en poste du personnel, la sécurité, l'adaptabilité et le

rendement organisationnel, de même que pour la compétitivité et la résilience démographique. La prévention et la promotion sont également ressorties comme des priorités centrales, puisque la santé du cerveau se développe tout au long de la vie, bien avant qu'un diagnostic soit posé. Les écoles, les milieux de travail et les espaces publics sont considérés comme des environnements importants pour favoriser la santé du cerveau, et non simplement comme des lieux où l'on intervient lorsque des problèmes surviennent. Enfin, les participants ont reconnu tant les possibilités offertes par l'IA pour stimuler productivité et innovation que les dangers qu'elle présente. Parmi ces risques, les effets sur la capacité cognitive, la propagation de la mésinformation, les changements dans la manière d'apprendre et de retenir l'information, et les écarts croissants entre les personnes capables d'utiliser ces technologies de manière éclairée et celles qui ne le sont pas.

L'alignement est la clé. Les participants du Sommet du G7 sur l'économie du cerveau au Canada et d'autres forums ont souligné l'écart persistant entre le savoir et ses retombées. Les progrès scientifiques en neurosciences, en prévention et en science des données ne sont pas systématiquement transposés dans les politiques, les services ou les pratiques. Le financement à court terme, les évaluations cloisonnées et l'absence d'outils fiables pour comparer les interventions et évaluer leurs retombées compliquent la pérennisation des approches efficaces, leur déploiement à plus grande échelle et les investissements dans celles-ci. Par ailleurs, l'absence d'un langage commun et d'une compréhension d'un système, d'un secteur et d'un segment de la société à l'autre accentue ces difficultés. Il faut que toutes les personnes issues des divers milieux – membres des communautés, praticiens, dirigeants d'organisations, responsables des politiques – aient une compréhension commune du capital cérébral, de son importance et de la manière dont il se traduit dans la pratique. Sans cette compréhension de base, les efforts pour développer le capital cérébral resteront fragmentés.

La mesure des indicateurs, les investissements et la coordination sont vus comme des éléments critiques dans le développement du capital cérébral. Les participants ont réclamé des indicateurs communs, des données plus solides sur le rendement du capital investi, des analyses du coût de l'inaction, une meilleure infrastructure de données et des mécanismes concrets pour identifier les mesures efficaces et les déployer à plus grande échelle. Ils ont également fait valoir que le développement du capital cérébral ne devrait pas être la responsabilité d'un seul secteur.

Depuis le sommet, les discussions se poursuivent et prennent de l'ampleur. De nouveaux partenaires issus du gouvernement, de la société civile et du milieu des affaires se sont mobilisés. Les points de vue exprimés par ces leaders et experts rejoignent ceux des participants du sommet du G7 : les obstacles, les besoins et les possibilités sont les mêmes.

Ces discussions laissent croire que les organisations, les gouvernements, les chercheurs, les professionnels de la santé et les entreprises souhaitent faire fond sur le travail déjà

entamé. Ils veulent mettre en place les partenariats, les mécanismes d'investissement et les outils nécessaires pour mobiliser les données probantes, renforcer la prévention, améliorer la santé et les capacités et traduire les initiatives prometteuses en résultats mesurables.

Au bout du compte, investir dans le capital cérébral, c'est investir dans les personnes qui alimentent notre économie et renforcent nos collectivités. Une population canadienne qui gagne en santé, en compétences et en capacité d'adaptation, c'est une population outillée pour participer pleinement à la vie sociale, contribuer à la productivité et à l'innovation, et évoluer dans une économie qui change rapidement. Investir dans le capital cérébral, c'est investir dans le Canada.

IV. Le Consortium canadien sur l'économie du cerveau

Le Consortium canadien sur l'économie du cerveau a été créé pour rassembler des personnes, des lieux, des secteurs et des idées variés afin de favoriser l'atteinte d'objectifs communs pour la santé du cerveau. Il travaille à partir des commentaires recueillis lors du Sommet canadien du G7 sur l'économie du cerveau tenu à Calgary, des événements et rencontres qui ont suivi et de centaines d'autres consultations.

Partout au Canada, des efforts considérables sont déjà en cours pour renforcer le capital cérébral. Nous avons maintenant l'occasion de mettre ce travail en commun afin de transformer les systèmes et de produire plus de retombées collectives. En réunissant ces forces et en misant sur celles-ci, le Canada peut faire de sa diversité un atout déterminant et reconnaître le capital cérébral comme le fondement du bien-être individuel, de la résilience communautaire et de la croissance économique.

La **vision** du Consortium vise l'atteinte de trois résultats interreliés qui se renforcent mutuellement, à savoir l'épanouissement personnel, la prospérité économique et la résilience nationale.

Sa **mission** consiste à diriger une démarche nationale et multisectorielle visant à placer le capital cérébral au cœur des priorités des gouvernements, des investisseurs, de la société civile, des communautés et des industries. Le Consortium réunit les secteurs – santé, éducation, développement des compétences, milieux de travail, recherche, innovation, politiques publiques – afin de renforcer la santé du cerveau et les capacités cérébrales tout au long de la vie.

Le Consortium fera équipe avec ses partenaires pour cerner les obstacles au progrès et, fort des données probantes, des connaissances et de l'expérience de divers secteurs, pour orienter les politiques et trouver de nouvelles voies d'action. Il fera le pont entre secteurs et régions, entre politiques et pratiques, entre investissements et possibilités d'action. Il

établira un langage commun et une compréhension partagée au sein des divers systèmes, secteurs et sphères de la société pour favoriser une action concertée, l'évaluation des résultats, l'investissement de fonds et le rayonnement des initiatives qui fonctionnent.

De la vision à l'action

Nous accélérons le passage à l'action en misant sur les forces de nos systèmes, en établissant une base factuelle, en identifiant ce qui fonctionne, en explorant de nouvelles solutions, en créant des liens entre les initiatives prometteuses, en mobilisant des ressources et en déployant à plus grande échelle les approches éprouvées. Nous tirons des leçons des travaux en cours partout au pays et dans le monde afin de traduire les connaissances et les expériences en mesures concrètes.

Pour progresser dans cette démarche, le Consortium adopte une approche inclusive et globale :

- **Élaborer un indice canadien du capital cérébral** – Mettre la dernière touche à l'indice afin d'établir un langage commun et une base factuelle, de cerner les forces et les lacunes, de suivre les progrès et d'orienter les décisions en matière de politiques, de planification et d'investissement.
- **Élaborer un plan d'action national pour renforcer le capital cérébral –** Organiser des tables rondes nationales et régionales afin d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'action national.
- **Établir un cadre de gouvernance –** Consulter des spécialistes pour orienter la première année du plan et traduire les priorités en actions.
- **Étendre et reproduire les approches efficaces** – Relever les approches éprouvées et favoriser leur déploiement dans différentes administrations et différents secteurs, en présentant des exemples qui illustrent leurs retombées.

Les travaux s'articuleront autour de six axes prioritaires, avec l'appui d'équipes d'intervention et les conseils de spécialistes :

- **Promotion de la santé et prévention** – Renforcer la santé cérébrale de la population tout au long de la vie.
- **Compétences, productivité et bien-être au travail** – Préparer la main-d'œuvre pour l'avenir en développant les capacités cérébrales, en réduisant les risques psychosociaux et en concevant des modes de travail accessibles face à l'intégration de l'IA et d'autres changements.
- **Recherche, technologie et innovation** – Proposer des solutions fondées sur des données probantes, y compris des approches intégrant l'IA, pour renforcer le

parcours d'innovation du Canada, depuis les découvertes en neurosciences et les études cliniques jusqu'à la mise en pratique et aux résultats mesurables.

- **Investissement et financement** – Élaborer une stratégie d'investissement commune et mobiliser des capitaux pour pouvoir saisir les occasions de développer le capital cérébral.
- **Initiatives adaptées aux réalités locales** – Aider les collectivités à mettre le capital cérébral en action et démontrer ses retombées économiques et sociales à l'échelle locale.
- **Cohésion sociale et épanouissement personnel** – Renforcer les conditions propices à la création de communautés solidaires, inclusives et épanouies.

Une occasion d'envergure pour le Canada

Dans son rôle de leader, le Canada pourrait maintenant passer de la discussion à l'action.

Le Consortium lui offrira un cadre pour transformer cette ambition en action collective. En s'appuyant sur les forces du Canada et en mobilisant ses partenaires autour d'une orientation commune, le Consortium peut l'aider à mettre les connaissances et l'innovation en pratique, à profiter des initiatives prometteuses et à obtenir des résultats mesurables.

Rejoignez le mouvement

Le Consortium se développe avec et pour ses partenaires de partout au Canada. Ses retombées dépendront des personnes qui contribuent à son travail. Les administrations publiques, les investisseurs, les entreprises, les chercheurs, les organismes sociaux et de santé, les éducateurs, les communautés, les personnes ayant un savoir expérientiel et d'autres acteurs ont tous un rôle à jouer.

Nous vous invitons à vous joindre à nous.

Exprimez votre point de vue, mettez votre expertise et vos idées à contribution et prenez part au Consortium canadien sur l'économie du cerveau.

connect@braineconomy.ca | LinkedIn

Information sur les auteurs



Elizabeth est conseillère de direction, Politiques et programmes stratégiques, au CCDUS, où elle mobilise différents secteurs partout au Canada pour accélérer le développement d'une économie du cerveau prospère. Avant d'occuper ce poste, elle a dirigé des initiatives nationales au sein du gouvernement fédéral comme spécialiste des politiques, de la prestation de programmes et des communications. Forte de plus de 20 années d'expérience au sein du gouvernement, elle a acquis de vastes connaissances et une grande expertise en santé, en environnement et en développement social. Pendant la pandémie, elle a grandement contribué à l'élaboration de politiques sociales visant à soutenir les familles et les personnes aidantes, ayant notamment joué un rôle de premier plan dans la conception et la mise en œuvre du système canadien des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants à 10 $ par jour.



Greg Brooks est stagiaire en recherche et politiques au CCDUS, dans le cadre du programme de stages de l'Institut ontarien du cerveau pour les étudiants des cycles supérieurs. Il met à contribution son expertise en recherche et en politiques pour faire progresser l'économie du cerveau au Canada. Avant de se joindre au CCDUS, il fait des études universitaires en neurosciences cognitives à l'Université Western, où il a étudié la relation entre la mémoire et la curiosité.



Christa Studzinski travaille à l'Institut ontarien du cerveau (IOC) depuis 14 ans, où elle dirige des alliances stratégiques visant à accroître la portée des innovations en santé cérébrale fondées sur des données probantes et à mettre au point de nouveaux outils pour améliorer la santé du cerveau. En tant que directrice, Développement des affaires et partenariats, elle a pris part à divers programmes de recherche et partenariats industriels. Elle a aussi contribué à la conception et à la mise à l'essai d'un programme novateur visant à évaluer des neurotechnologies et à tester de nouveaux parcours de soins en partenariat avec des groupes communautaires. Avant de se joindre à l'IOC, elle a fait des études postdoctorales à l'Université du Kentucky et à l'Université de Toronto. Durant son doctorat en pharmacologie à l'Université de Toronto, elle a également cofondé un organisme de recherche sous contrat et a contribué à des travaux de recherche qui ont mené à l'homologation, par le Secrétariat américain aux produits alimentaires et pharmaceutiques (FDA), d'un aliment thérapeutique destiné aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

Remerciements

Nous tenons à remercier les personnes et organisations suivantes, qui nous ont fait part de leurs commentaires et de leurs points de vue pendant l'élaboration de ce document :

Marie Gill et Gina Jeneroux (Aetheon); Jeane Day (Société Alzheimer de Montréal); Tim Deloughery, Heather Burke et Chandni Sondagar (Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances); Maya Volpato (CGI); Sarah Kennell et Leyna Lowe (Association canadienne pour la santé mentale); Stephen Tapp et Ali Shariati (Centre for the Study of Living Standards); Jen Fraser, Ph.D.; Dr Harris Eyre (Global Brain Economy Initiative); Rahul Chandran (Grands Défis Canada); Sanna Westermann (Health Cities); Jennifer Dotchin (Hotchkiss Brain Institute); Geoff Moore (Impact^{AND} Inc.); Annie Kidder; Corey Fortier et Jennifer Zwicker (Kid's Brain Health +); Ari Lester et Tatyana Norman-Webler (Ohio Brain Capital Alliance); Victoria Meah (Fondation Palix); Inez Jabalpurwala, Jay Khosla et Eddy Nason (Forum des politiques publiques); S. Monty Ghosh, M.D. (Université de l'Alberta).

Nous tenons à remercier les personnes qui, par leurs conseils et leur participation aux échanges dans la dernière année, ont contribué à orienter ces travaux. Nous remercions également le Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances et l'Institut ontarien du cerveau.

Bibliographie

Advanis. *Public perceptions of Canadian police services see positive turnaround*, 11 août 2025. https://blog.advanis.net/national-police-benchmarks-2026

Aerts, S. *Preventing youth recruitment into organised crime: Insights from a multinational perspective,* Bruxelle (Belgique), European Crime Prevention Network, 2024. https://eucpn.org/sites/default/files/document/files/2502_ENG_PAPER_Youth%20recruitment_LR.pdf

Agence de la santé publique du Canada. *Système canadien de surveillance des maladies chroniques (SCSMC)*, 2025. https://sante-infobase.canada.ca/scsmc/outil-de-donnees

Asolo, O. *Professional Practice Certificate: Propelling careers through essential workplace skills,* Toronto (Ont.), Centre des compétences future, 2026. https://fsc-ccf.ca/wp-content/uploads/2026/09/professional-practice-certificate-propelling-careers-through-essential-workplace-skills.pdf

Avvisati, F. et R. Ilizaliturri. *PISA 2022 results factsheets: Canada*, Paris (France), OECD Publishing, 2023. https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2023/11/pisa-2022-results-volume-i-and-ii-country-notes_2fca04b9/canada_f9f44aed/901942bb-en.pdf

Baird, K. et J. Connolly. « Recruitment and entrapment pathways of minors into sex trafficking in Canada and the United States: A systematic review », *Trauma, Violence, & Abuse*, vol. 24, nº 1, 2023, p. 189–202. https://doi.org/10.1177/15248380211025241

Banque du Canada. *Production potentielle et taux d'intérêt nominal neutre : rapport sur la politique monétaire – avril 2026 – annexe*, 2026. https://www.banqueducanada.ca/publication/rpm/rpm-2026-04-29/appendix/

Bhugra, D. « Yellowknife woman spent thousands to travel south and learn she has a fatal disease », *CBC News*, 24 août 2025. https://www.cbc.ca/news/canada/north/als-nwt-healthcare-alberta-9.7313238

Brain Capital Alliance. *Brain lens investing: Capitalizing the brain economy for productivity and societal well-being* [document de consultation], 2025. https://euromed-economists.org/wp-content/uploads/2025/10/Brain-Lens-Investing-Consultation-Paper_-Capitalizing-the-Brain-Economy-for-Productivity-and-Societal-Well-being-_compressed.pdf

Brian, J., I. Drmic, C. Roncadin, E. Dowds, C. Shaver, I.M. Smith, … et S.E. Bryson. « Effectiveness of a parent-mediated intervention for toddlers with autism spectrum disorder: Evidence from a large community implementation », *Autism*, vol. 26, nº 7, 2022, p. 1882–1897. https://doi.org/10.1177/13623613211068934

Canadian Centre for Economic Analysis. *Dementia in Canada: Economic burden, 2020–2050*, 2023. https://www.socialvaluetrust.org/case-studies/dementia-canada-economic-

burden/index.htmlClub des petits déjeuners. *Notre solution*, sans date. https://www.clubdejeuner.org/la-cause/notre-solution

Centre des compétences futures. *Professional Practice Certificate: Propel one's career forward with essential workplace skills*, Ottawa (Ont.), chez l'auteur, 2025. https://fsc-ccf.ca/wp-content/uploads/2026/08/FSC-EICST-Professional-Practice-Certificate-Evaluation-Report-Dec2025.pdf

Chapman, S., A. Kangasniemi, L. Maxwell et M. Sereneo. *The ROI in workplace mental health programs: Good for people, good for business*, Deloitte, 2019. https://www.deloitte.com/content/dam/assets-zone3/ca/en/docs/services/consulting/2024/ca-en-about-blueprint-for-workplace-mental-health-final-aoda.pdf

Commission de la santé mentale du Canada. *La nécessité d'investir dans la santé mentale au Canada*, Ottawa (Ont.), chez l'auteur, 2013. https://commissionsantementale.ca/wp-content/uploads/2020/09/la-nesessite-dinvestir-dans-la-sante-mentale-au-canada.pdf

Craig, S., P. O'Halloran, G. Mitchell, P. Stark et C.B. Wilson. « Dementia friendly communities (DFCs) to improve quality of life for people with dementia: A realist review », *BMC Geriatrics*, vol. 24, nº 1, 2024, article 776. https://doi.org/10.1186/s12877-024-05343-0

Elez, V., E. Imbeau, Y. Tao, V. Paquet, L. Subtil-Smith, R. Waseem, K. O'Grady et M. Couuts. *À la hauteur : résultats canadiens de l'étude PISA 2025 de l'OCDE,* Conseil des ministres de l'Éducation, Canada, 2026. PISA_2025_Public_Report_FR.pdf

Emploi et Développement social du Canada. *Le Canada et les objectifs de développement durable*, 2026. https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/programme-2030.html

Emploi et Développement social du Canada. *Le gouvernement du Canada dévoile une nouvelle stratégie automobile*, 18 février 2026. https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/nouvelles/2026/02/le-gouvernement-du-canada-devoile-une-nouvelle-strategie-automobile.html

Fissuh, E., K.-K. Gbenyo et A. Ogilvie. « Déterminants des lacunes en matière de compétences dans les milieux de travail et difficultés de recrutement au Canada », *Rapports sur les projets spéciaux sur les entreprises*, Ottawa (Ont.), Statistique Canada, 2022. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/18-001-x/18-001-x2022002-fra.pdf

Foran, H. et H. Bilodeau. « Évolution des perceptions relatives à la mésinformation au Canada : tendances en matière d'exposition, de détection et de confiance », *Regards sur la société canadienne*, Ottawa (Ont.), Statistique Canada, 2026. https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-006-x/2026001/article/00006-fra.pdf

FP Canada. *Financial stress index 2026*, 2026. https://www.fpcanada.ca/docs/professionalsitelibraries/fsi/fp-canada-fsi-2026-results-deck.pdf

Gillespie, N., S. Lockey, T. Ward, A. Macdade et G. Hassed. *Trust, attitudes and use of artificial intelligence: A global study 2025*, Melbourne (Australie), Université de Melbourne, 2025. https://doi.org/10.26188/28822919

Helliwell, J.F., R. Layard, J.D. Sachs, J.-E. De Neve, L.B. Aknin et S. Wang (éd.). *World happiness report 2026*, Oxford (Angleterre), Wellbeing Research Centre, 2026. https://files.worldhappiness.report/WHR26.pdf

Kawamura, A., A. Orsino, S. McLeod, M. Handley-Derry, L. Siegal, J. Vine et N. Jones-Stokreef. *L'alphabétisation chez les enfants d'âge scolaire : une approche pédiatrique des prises de position et de l'évaluation*, Ottawa (Ont.), Société canadienne de pédiatrie, 2024. https://cps.ca/fr/documents/position/l-alphabetisation-chez-les-enfants-d-age-scolaire

Kienzler, H., A. Massazza, R. Kuykendall, N. Tamimi, W. Hammoudeh et R. Giacaman. « Uncertainty and mental health: A qualitative scoping review », *SSM – Qualitative Research in Health,* vol. *7*, 2024, article 100521. https://doi.org/10.1016/j.ssmqr.2024.100521

Klingbaum, A., K. O'Neill, N. Zon et A. Lipsey. *Caring in Canada 2026*, Toronto (Ont.), Centre canadien d'excellence pour les aidants, 2026. https://canadiancaregiving.org/wp-content/uploads/2026/05/Caring-in-Canada_web.pdf

KPMG. *IA générative et étudiants canadiens : de nouveaux dilemmes,* 9 octobre 2025. https://kpmg.com/ca/fr/media/2025/10/generative-ai-boom-among-canadian-students-raises-dilemmas.html

Lésion Cérébrale Canada. *National population health study on neurological conditions*, sans date. https://braininjurycanada.ca/en/health-study-neurological/

Liu, J.L., J.P. Hlávka, D.T. Coulter, S.M. Baxi, S. Mattke et C.A. Gidengil. *Assessing the preparedness of the Canadian healthcare system infrastructure for an Alzheimer's treatment*, Santa Monica (CA), RAND Health Care, 2019. https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR2744.html

Lowe, L., D. Fearon, A. Adenwala et D.W. Harris. *The state of mental health in Canada 2024: Mapping the landscape of mental health, addictions and substance use health*, Toronto (Ont.), Association canadienne pour la santé mentale, 2024. https://cmha.ca/wp-content/uploads/2024/11/CMHA-State-of-Mental-Health-2024-report.pdf

Martin, L., M. Cooper, C. Hlavacek et I. Yakhnis. *Mental health in the workplace 2025*, Mississauga (Ont.), Recherche en santé mentale Canada, 2025. https://static1.squarespace.com/static/5f31a311d93d0f2e28aaf04a/t/68d1795c1501595947db81cb/1758558557011/Workplace+Mental+Health+2025.pdf

McEwen, B. « Neurobiological and systemic effects of chronic stress », *Chronic Stress*, vol. 1*,* 2017, p. 1–11*.* https://doi.org/10.1177/2470547017692328

McIlwaine, S., S. Meister, B. Barker, L. Dassieu, S. Noorbakhsh, B. Panesar et D. Beirness. *Usage de substances au travail et postes critiques sur le plan de la sécurité*, Ottawa (Ont.), Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances, 2025. https://www.ccsa.ca/sites/default/files/2025-07/Research-Brief-Safety-Sensitive-Positions-fr.pdf

Ministère des Finances Canada. *Un Canada fort pour tous : mise à jour économique du printemps de 2026*, 2026. https://budget.canada.ca/update-miseajour/2026/report-rapport/pdf/update-miseajour2026-fra.pdf

Morawczynski, O., K. Dobson et W. Howatt. *The economic cost of mental health in Canada*, Toronto (Ont.), Association canadienne de normalisation, 2026. https://www.csagroup.org/wp-content/uploads/CSA_Public-Policy_Economic-Cost-of-Mental-Health_Accessible_04.16.26.pdf

Organisation de coopération et de développement économiques. *Child, adolescent and youth mental health in the 21st century*, Paris (France), OECD Publishing, 2026. https://doi.org/10.1787/1092c3cb-en

Shariati, A. *The economic returns of accessible and affordable child care in Canada*, Ottawa (Ont.), Centre for the Study of Living Standards, 2026. https://csls.ca/research/june-2026-research-paper/

Sheppard, E. et D. Coletto. « Are we ready? Canadians voice real fears about AI and work », *Abacus Data*, 1er août 2025. https://abacusdata.ca/are-we-ready-canadians-voice-real-fears-about-ai-and-work/

Simpson, S. et A. Wilson-Smith. *When lies have legs: Majority of Canadians (56%) have been fooled by at least some form of fake or outdated content online*, Toronto (Ont.), Ipsos, 2019. https://www.ipsos.com/en-ca/news-polls/when-lies-have-legs-canadians-fooled-by-fake-outdated-content-online

Société Alzheimer du Canada. *Collectivités accueillantes pour les personnes vivant avec la maladie d'Alzheimer*, sans date. https://alzheimer.ca/fr/simpliquer/devenez-allie-des-personnes-atteintes-dun-trouble-neurocognitif/canada-proche-allie-alzheimer/Collectivit%C3%A9s-accueillantes-pour-les-personnes-vivant-avec-la-maladie-d%E2%80%99Alzheimer

Statistique Canada. *Indice des prix à la consommation, moyenne annuelle, non désaisonnalisé* (tableau 18-10-0005-01) [ensemble de données], 2026a. https://doi.org/10.25318/1810000501-fra

Statistique Canada. *Espérance de vie ajustée sur la santé, selon le sexe et le quintile de revenu* (tableau 13-10-0971-01) [ensemble de données], 2026b. https://doi.org/10.25318/1310097101-fra

Statistique Canada. *Statistiques d'indicateurs de santé, estimations annuelles* (tableau 13-10-0905-01) [ensemble de données], 2026c. https://doi.org/10.25318/1310090501-fra

Statistique Canada. *Espérance de vie et autres éléments de la table complète de mortalité, estimations sur trois ans, Canada, toutes les provinces sauf l'Île-du-Prince-Édouard* (tableau 13-10-0114-01) [ensemble de données], 2026d. https://doi.org/10.25318/1310011401-fra

Statistique Canada. *Carrefour de la qualité de vie*, 2026e. https://www.statcan.gc.ca/hub-carrefour/quality-life-qualite-vie/index-fra.htm

Statistique Canada. *Besoins insatisfaits en matière de soins de santé selon le genre et le groupe d'âge* (tableau 13-10-0836-01) [ensemble de données], 2026f. https://doi.org/10.25318/1310083601-fra

Stephenson, E. « Troubles mentaux et accès aux soins de santé mentale », *Regards sur la société canadienne*, 2023. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2023001/article/00011-fra.htm

Subramaniam, V. « 'We feel betrayed': Laid off for years, Stellantis workers in Brampton confront a grim new reality », *Globe and Mail*, 29 octobre 2025. https://www.theglobeandmail.com/business/article-stellantis-brampton-auto-workers-industry-cars/

Tam, T. *Travailler ensemble pour prospérer : bien-être et santé publique,* Ottawa (Ont.), Agence de la santé publique du Canada, 2025. https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/documents/corporate/publications/chief-public-health-officer-reports-state-public-health-canada/working-together-thrive-well-being-public-health-2025/report/rapport.pdf

Wilson, M. et B. Wilkerson. *Brain health + brain skills = brain capital: Final report,* Global Business and Economic Roundtable on Addiction and Mental Health, 2011. https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2026/04/MHR_Final_Report_FA.pdf

World Economic Forum. « Chapter 3: Skills outlook ». Dans *The future of jobs report 2025*, Genève (Suisse), chez l'auteur, 2025, p. 32-48. https://www.weforum.org/publications/the-future-of-jobs-report-2025/3-skills-outlook

Yakhnis, I. *Exploring the impact of social relationships on youth mental health in Canada*, Mississauga (Ont.), Recherche en santé mentale Canada, 2024. https://static1.squarespace.com/static/5f31a311d93d0f2e28aaf04a/t/66bf8138b3f4466a3bb7d815/1723826491090/Youth+Mental+Health+Impact+of+Social+Relationships.pdf